

Le mouvement est national !

Le dernier budget provincial porte des attaques à toutes les couches sociétales. Les étudiant-e-s ne font pas exception à la règle. Le secteur de l'éducation sera hautement touché par ces hausses: le ministère nous parle d'une augmentation des frais de scolarité de plus de 3300\$ annuellement à l'université. De plus, la hausse des coûts de l'hydro-électricité, de la TVQ, de l'essence et du transport en commun, ainsi que les coupures en santé et l'augmentation des frais de garderies (10\$/jour) toucheront les étudiant-e-s, mais aussi l'ensemble de la classe moyenne.

C'est d'ailleurs pour cette raison que les étudiant-e-s ne sont pas seuls à s'opposer à ce nouveau budget. Une coalition nationale opposée à la hausse des frais et à toute tarification dans les services sociaux a vu le jour au lendemain de ces annonces. La journée de grève du 23 novembre a été choisie pour libérer le temps requis pour nous joindre à la lutte qui est en cours. Considérant l'ampleur des attaques néolibérales qui nous sont lancées, il est primordial de se mobiliser non seulement contre la rencontre des partenaires universitaires mais également contre la hausse des frais généralisée, qui est en lien direct avec la condition étudiante.

Joignons-nous à la coalition le 23 novembre après le piquetage et la fermeture du cégep pour la perturbation!

FAIS TA GRÈVE!

La grève n'est pas un congé! Il est important pour tous et toutes d'être présent durant ces journées. Venez mettre à profit vos connaissances et talents: savez-vous chanter? Savez-vous danser? Savez-vous faire trembler le sol de vos instruments? Savez-vous cuisiner? Savez-vous peindre? Venez ajouter votre voix à celle des étudiants militant pour un système juste et accessible!

N'hésitez pas à venir proposer vos projets les plus fous au Comité d'Organisation de la Grève le jeudi à 18h00. C'est en nous réunissant en grand nombre que nous réussirons à atteindre nos objectifs!



Le carré Rouge^{IV}

10 novembre 2010

LE VIEUX EN GRÈVE!

La ministre de l'éducation Line Beauchamp a finalement annoncé la date de la Rencontre des Partenaires Universitaires, qui se tiendra à Québec le 6 décembre prochain. Tel que convenu durant l'Assemblée Générale du 2 novembre dernier, le Cégep du Vieux-Montréal sera en grève durant cette journée. Un service d'autobus sera organisé pour mobiliser un maximum d'étudiant-e-s au sommet et organiser une résistance puissante et nombreuse. Plusieurs associations étudiantes montréalaises se joindront à nous dans les rues de Québec, notamment la faculté d'histoire de l'UQAM et le CEGEP Saint-Laurent. Les assemblées de grève d'universités et cégeps qui se dérouleront dans les prochains jours confirmeront sans aucun doute la présence de plusieurs autres étudiant-e-s au sommet!

La grève se déroulera aussi les 23 et 24 novembre prochains, à l'occasion de la journée de perturbation économique et de la journée nationale d'actions locales. Plusieurs activités, conférences, actions, repas-collectifs, spectacles et bed-in se dérouleront au cégep lors de la grève. Un match



d'improvisation surprise entre le club d'improvisation et l'AGECVM se déroulera entre autre durant une de ces soirées. Ces activités nous permettront de nous solidariser, de tisser des liens et de créer un meilleur rapport de force dans nos luttes en tant que mouvement étudiant. Profitons de ces journées de grève pour nous réapproprier l'espace du cégep et pour nous faire entendre!

Nous nous regrouperons massivement durant la grève pour dénoncer la hausse des frais de scolarité, l'économie du savoir et l'ingérence du privé dans notre système d'éducation.



La seule proposition que le gouvernement nous offre pour régler le problème de financement de l'éducation est d'augmenter les frais de scolarité. Or, le financement est possible autrement, voici donc 3 scénarios basés sur une recherche de l'IRIS, (DAOUD, M. et HURTEAU, P., *Gratuité scolaire et réinvestissement post-secondaire: Trois scénarios d'application*, 2007.) pour non seulement éviter d'augmenter les frais de scolarité, mais pour créer un système d'éducation **GRATUIT** et **ACCESSIBLE** pour **TOUS** et **TOUTES**.

Scénarios proposés par le gouvernement du Québec dans le but de combler le déficit qu'il a créé.

Exclusif! 3 scénarios de hausses que proposera le ministère de l'Éducation lors de la rencontre des partenaires universitaires

1ER SCÉNARIO :

500\$ par année d'augmentation, jusqu'à ce que les frais atteignent 80% de la moyenne canadienne

2^E SCÉNARIO :

La modulation des frais selon le programme d'étude

3^E SCÉNARIO :

Atteindre la moyenne canadienne des frais de scolarité (5350\$) sur une période de 4 ans

Ces hausses réduiront l'accès à l'éducation pour près de 1 personne sur 5.

De plus, moduler l'augmentation selon le programme d'études, créera une grande iniquité entre les individus. Il n'y aura que les plus fortuné-e-s qui auront la chance d'accéder aux études en médecine, en droit, en science, etc...

La taxe sur le capital, contrairement à l'impôt, ne concerne pas uniquement les revenus. Elle implique le capital, qui représente l'ensemble des avoirs matériels et financiers d'une entreprise accumulés pour produire des biens et revenus. Éliminée dans le secteur manufacturier depuis 2008, la taxe ne représente plus que 0,12% du capital des entreprises québécoises et le gouvernement s'est engagé à l'abolir d'ici le 1er janvier 2011.

Scénarios proposés par l'IRIS dans une optique de gratuité scolaire

1^{er} scénario:

- L'élimination immédiate de tous les frais de scolarité, et un réinvestissement massif dans l'éducation.
- L'annulation de la baisse d'impôts de 950 millions qui a créé le déficit actuel.
- L'imposition de tous les gains en capital (les gains en bourse et les intérêts sur les investissements) donnerait 346M \$

2^{ème} scénario:

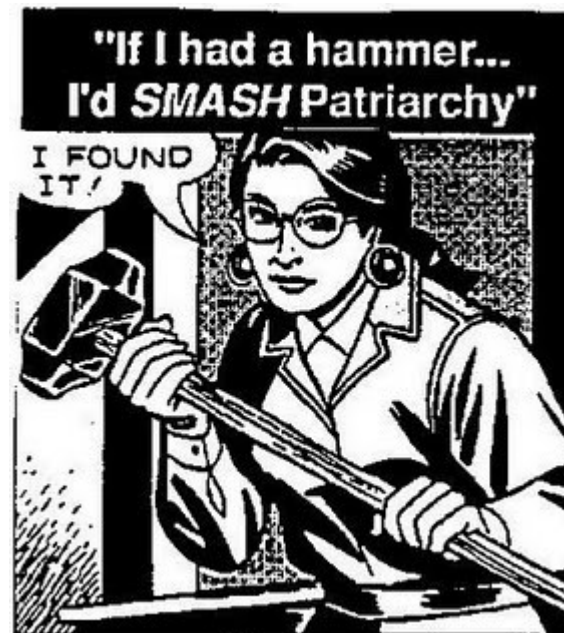
- L'élimination graduelle des tous les frais de scolarité et un réinvestissement massif sur une période de 5 ans.
- L'augmentation de la taxe sur le capital des institutions financières (banques, compagnies d'assurance, etc.) de 0,14% à 2,4%, débloquant 705 millions et l'augmentation du dernier palier d'imposition des particuliers (celui des plus fortunés), de 24% à 25,4%, allant chercher 294 millions de plus dollars sur une période de 5 ans

3^{ème} scénario:

- L'élimination graduelle des tous les frais de scolarité et un réinvestissement massif sur une période de 10 ans.
- **Augmenter la taxe sur le capital des compagnies financières (banques, compagnies d'assurance, etc.) à 2,4%, débloquant ainsi 705 millions et augmenter le dernier palier d'imposition des particuliers (celui des plus fortunés), de 2%, allant chercher 420 millions de dollars sur une période de 10 ans.**

LA GRÈVE, C'EST AUSSI UNE LUTTE FÉMINISTE!

Le 6 octobre dernier, lors de l'assemblée générale, le cégep s'est doté d'un Comité Femme. Étant donné l'approche de la grève, il est important de mettre en lumière les enjeux féministes qui rejoignent de près la lutte menée contre la hausse des frais de scolarité et contre le système néo-libéral. Le modèle capitaliste occidental actuel interagit directement avec un système patriarcal qui renie les valeurs de base propres à la justice et à l'équité sociale. En somme, ce modèle de société exclut les femmes à bien des niveaux et crée une inégalité entre les sexes sur les plans culturel, structurel et macro-économique. Les femmes sont sous-représentées au sein des instances décisionnelles et leur situation est trop souvent ignorée.



En 1971, 68% des diplômé-e-s universitaires étaient des hommes. Aujourd'hui, les femmes ont pris leur place et représentent 60% des diplômé-e-s. S'il est important de lutter contre le décrochage scolaire et d'encourager à la fois étudiants et étudiantes à poursuivre des études supérieures, il ne faut néanmoins pas négliger la défense de nos acquis. En ce moment, nous nous réjouissons de voir que les femmes sont nombreuses à accéder à nos universités, mais des enjeux plus grands comme celui de la hausse des frais de scolarité prévue par le gouvernement et contre laquelle le mouvement

étudiant, bientôt en grève, s'affiche, pourraient menacer leur place. Inutile de rappeler que les trois scénarios considérés par le gouvernement concernant la hausse des frais empêcheraient 1 étudiant-e sur 5 (20%) d'entrer à l'université. Les hausses prévues, qui pourraient aller jusqu'à 3000\$ de plus que ce que nous payons actuellement accentueront davantage l'écart faramineux entre les riches et les pauvres dans notre société.

En outre, nous savons que l'accès au loyer est de plus en plus difficile, notamment à cause du processus de gentrification des quartiers (St-Henri, Hochelaga, Rosemont, etc.). Cette situation affecte particulièrement les familles monoparentales, dont 80% en 2001 étaient dirigées par une femme, selon Statistique Canada. Le revenu moyen de ces familles est le plus faible au Québec et le taux de faible revenu avant l'impôt grimpeait en 2003 à 46, 9% dans ces foyers. Par ailleurs, les femmes occupent 61% des emplois à salaire minimum. Ces facteurs contribuent à marginaliser la femme dans notre société et à en confiner plusieurs à une situation précaire qui compromet leur avenir et celui de leurs enfants, puisqu'il a été prouvé que les enfants issus de familles mono parentales sont moins nombreux à poursuivre des études post-secondaires.